



A.FR.AV

Association FRancophonie AVenir

Objet : infraction aux règles sur l'affichage, sur la publicité et sur l'information du consommateur par le restaurant *CôtéSushi* à Nîmes (8 boulevard Alphonse Daudet).

Lettre recommandée avec accusé de réception n° 1A 186 230 7570 1

DDPP du Gard

**À l'attention de M. Claude Colardelle, Directeur
Mas de l'Agriculture 1120,
Route de Saint-Gilles BP 10029
30023 Nîmes Cedex 1**

Manduel, le 17 décembre 2020

Monsieur le Directeur,

À la fin du mois de novembre et au début du mois de décembre, j'ai constaté à Nîmes sur des publicités du restaurant *CôtéSushi**, sur la devanture du restaurant lui-même et sur les motos qui servent à livrer les clients, que ce restaurant employait sur ces différents supports, une phrase en anglais "FROM JAPON TO PERU" sans traduction aucune en français (**voir pour preuves les photos ci-contre**).

Cette phrase n'étant pas une marque déposée, ces affichages sur la voie publique sont donc en infraction avec la loi linguistique de notre pays, la loi n°94-665 du 4 août 1994, dite loi **Toubon**, une loi qui dit :

- à son article 2, 1er alinéa que « [...] **dans la désignation, l'offre, la présentation, (...), d'un produit ou d'un service, (...), l'emploi de la langue française est obligatoire.**
- à son article 2, 2e alinéa que « **ses dispositions s'appliquent à toute publicité écrite, parlée ou audio-visuelle. (...)** ;
- à son article 3 que « **toute inscription ou annonce apposée ou faite sur la voie publique, dans un lieu ouvert au public ou dans un moyen de transport en commun et destinée à l'information du public doit être formulée en langue française** ».

De plus, le décret n°95-240 du 3 mars 1995 pris pour l'application de la loi n°94-665, précise que « ...est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe, le fait de ne pas respecter les articles 2 et 3 de ladite loi ».

À l'appui de tous ces éléments, je me permets alors de me tourner vers vous pour vous demander de bien vouloir intervenir dans cette affaire afin que la direction du restaurant *CôtéSushi* soit mise en demeure de respecter la loi sur l'affichage relative à l'emploi de la langue française (loi Toubon).

En vous remerciant de l'attention que vous aurez accordée à ma demande, je vous prie, Monsieur le Directeur, d'agréer l'expression de ma considération distinguée.

**Régis Ravat,
Président de l'A.FR.AV**

* Magasin *CôtéSushi*, 8 boulevard Alphonse Daudet à Nîmes (30000)



Association Francophonie Avenir (A.FR.AV)
2811 chemin de Saint-Paul - Parc Louis Riel - 30129 Manduel
Site sur l'inter-réseau : <http://www.francophonie-avenir.com> - Courriel : afrav@francophonie-avenir.com